

I. Généralités / Algemeen

GERD KLEU

«Die Neuordnung der Ostkantone Belgiens 1945-1956. Politik, Kultur und Wirtschaft in Eupen, Malmedy und St. Vith»

Essen, Klartext-Verlag, 2007, 181 p.

“Faire des germanophones de bons Belges...”

En mars 1947, les autorités britanniques en Allemagne occupée s’interrogeaient sur le sort du territoire d’Eupen-Malmedy : “[il] présente de nombreux problèmes. Les habitants ont changé de nationalité trois fois pendant les trente dernières années, en fonction de la fortune de guerre et des revendications respectives des autorités belges ou allemandes. Il reste que la population d’Eupen et de Malmedy a alterné d’être tantôt de bons Belges, tantôt de bons Allemands, pour le moment ces gens sont de bons Belges...”¹. L’ouvrage de l’historien allemand Gerd Kleu se propose de retracer comment l’État belge organisa la ‘réinsertion’ des 30 communes (11 depuis 1977) qu’il désigne sous le nom répandu, mais peu approprié de “cantons de l’Est” (au sens strict, ce terme ne comprend en effet pas la commune de La Calamine), dans les domaines politique, culturel et économique. L’historiographie découvre seulement cette période très controversée et, dans ce contexte, le regard d’un historien étranger à la région concernée est très certainement le bienvenu. Kleu ne s’intéresse pas directement au fait politique et social central de l’époque,

l’épuration civique, mais au rôle de l’administration dans la tentative des autorités belges d’empêcher qu’une situation similaire à l’Entre-deux-guerres ne se produise et d’assumer les séquelles des années de guerre.

Au centre du livre se trouve la description de l’activité du commissariat adjoint d’arrondissement de Malmedy où, pendant plus de trois décennies, le commissaire d’arrondissement (adjoint) Henri Hoen s’avère être l’“homme fort” de la région. Il se fait alors tout autant le porte-parole du gouvernement que son conseiller. Il est dès lors d’autant plus regrettable que Kleu ne présente pas le parcours de ce fonctionnaire qui est sans aucun doute le personnage-clé de son propos. Il est en effet difficile de cerner les activités, les intentions et les motivations de l’Eupenois Hoen sans comprendre les liens qu’il entretient avec Bruxelles. Ainsi, tous les témoignages vont dans le sens d’un fonctionnaire politique avide de pouvoir. Hoen croit très vite comprendre qu’une épuration civique trop dure pourrait engendrer la montée d’un nouvel irrédentisme, et défend pour les mêmes raisons une politique d’assimilation vigoureuse.

Kleu raconte l’histoire de la réorganisation administrative sur base des documents du Commissariat d’arrondissement, plus particulièrement des rapports annuels que Henri Hoen réalise chaque année pour le gouverneur de la province de Liège. Nul doute que ces rapports constituent une source de premier ordre; d’ailleurs

¹ Directeur de l’administration des permis de voyage à département *Political Division*, Berlin, 5.3.1947 [National Archives (Kew, Grande-Bretagne), *Foreign Office* 1049/933].

des historiens comme Carlo Lejeune ou Freddy Cremer l'ont déjà exploitée il y a quelques années. Cependant, leur utilisation comme base documentaire quasi exclusive pour un travail scientifique sans que ne soit livrée une analyse plus approfondie de leur contexte nous paraît très problématique.

L'ouvrage débute par des considérations géographiques et un regard bien informé sur le passé du Moyen Âge jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. L'auteur rapporte finalement (comme d'autres avant lui) le mot connu selon lequel ce sont les quatre années dans le *Reich* qui ont fait des habitants d'Eupen-Malmedy "de bons Belges", objectif que les Belges n'avaient pas réussi à atteindre pendant les vingt premières années de l'intégration à la Belgique.

La décision prise par l'État belge au lendemain du conflit de ne pas reconnaître l'annexion *de facto* des territoires au *Reich* pendant la guerre, est à la base de la première vague de l'épuration civique. L'arrêté du 20 juin 1945 permettant le retrait de la nationalité belge à des habitants des cantons (dans ce cas précis, l'État belge établit un régime d'exception...) crée un climat de dénonciation que l'intervention de certains hommes politiques comme le bourgmestre d'Eupen, Hugo Zimmermann, aggrave encore. Le rédacteur en chef du *Grenz-Echo*, l'ancien prisonnier du camp de Sachsenhausen, Henri Michel, et Henri Hoen luttent alors pour une épuration plus clémentine qui doit mener à un apaisement social. Chiffres à l'appui, Kleu examine surtout l'évolution de l'épuration à travers le sort des 'inciviques' ou de ceux qui ont

perdu la nationalité belge. Après 1947, les tribunaux tiennent de plus en plus compte de la situation particulière de la région, ce qui s'exprime essentiellement par des verdicts beaucoup moins sévères qu'à l'intérieur du pays. Le nombre élevé de révisions au début de la décennie 1950 confirme ces tendances. Kleu résume l'état de la question sans pouvoir apporter de nouvelles pièces au dossier.

Par la suite, l'auteur s'intéresse dans un chapitre court, mais original à la réorganisation des administrations communales. Il retrace les difficultés du Commissariat d'arrondissement de se faire une image de la situation en 1945 et les progrès étonnants des années suivantes où les finances communales s'assainissent très rapidement. Il relève entre autres les efforts des bourgmestres en faveur des membres de l'administration et de l'enseignement préalablement écartés par l'épuration. Les résultats des élections communales de 1952 semblent souligner le bien-fondé de la politique des ces bourgmestres, puisque dans 20 communes les listes mayorales sont confirmées.

Les mesures prises pour (ré-)adapter le régime juridique des territoires annexés au *Reich* au système belge constituent un autre chapitre. L'auteur se livre ici à une analyse minutieuse d'une douzaine de lois et d'arrêtés royaux ou du Régent.

Avec les pages consacrées à la réorganisation de l'enseignement, l'auteur touche à une problématique cruciale de la vie d'après-guerre. Dans son rapport décennal de 1955, Henri Hoen explique à cet égard que "l'épuration doit à présent céder le pas au relèvement national. (...) Il faut savoir

rester ferme à l'égard des impénitents mais généreux vis-à-vis de ceux qui ont compris leur erreur". À une répression sans pitié, mais aussi sans compréhension pour la situation de beaucoup d'enseignants pendant la guerre, s'ensuit une normalisation progressive au niveau de l'organisation de l'enseignement. Kleu relève les axes majeurs de tensions s'articulant autour des écoles dites complémentaires et, surtout, du clivage idéologique entourant la création d'écoles d'État entre l'enseignement officiel et le réseau libre soutenu par la grande majorité de la population catholique de la région.

L'apprentissage de la langue française qui constitue le moyen par excellence de la politique d'assimilation prônée par les autorités, mais qui résulte très souvent aussi du manque de personnel enseignant en langue allemande, se trouve alors au centre de débats hautement idéologiques. Kleu identifie les difficultés, mais insiste également sur les opportunités pour ceux qui se lancent dans des études supérieures. Ici, le travail souffre clairement de l'absence de confrontation de sa source principale avec une documentation plus variée. De plus, l'auteur semble ignorer les travaux de Lejeune sur le sujet qui montrent clairement que ces évolutions mènent à la formation d'une petite élite et n'atteignent pas une grande partie de la jeunesse – surtout si on compare les chiffres avec d'autres régions rurales comme la province du Luxembourg.

Le chapitre le plus important traite des "mesures de rétablissement économique". Il n'est pas étonnant de constater que ces mesures obéissent également à l'objectif premier d'orienter le territoire vers l'ouest.

Cependant, des mesures plus concrètes sont alors d'une urgence capitale. Malmedy et surtout Saint-Vith sont détruites et les phases de reconstruction semblent d'une lenteur intolérable. Le grand nombre de victimes de la guerre et les mesures répressives de l'épuration créent souvent un manque d'ouvriers spécialisés. L'activité du Commissariat d'arrondissement se concentre sur le rétablissement d'une sécurité juridique pour les habitants. Les autorités insistent particulièrement sur l'intégration du territoire dans le réseau routier et ferroviaire. En 1956, la situation semble satisfaisante. Les industriels et les agriculteurs se disent plus confiants pour l'avenir.

Le chapitre suivant aurait pu être un chapitre crucial, si Kleu ne s'était pas borné à une description du paysage culturel dans l'optique du commissaire d'arrondissement. Il est connu depuis longtemps que pour Hoen la culture est alors un moyen d'assimilation au potentiel élevé. Mais comment la population réagit-elle ? Qui fréquente les événements organisés par des associations telles les Beaux Spectacles français à Eupen ? On cherche en vain des informations confrontant les objectifs des autorités et la réalité sur le terrain. Et affirmer que l'accord culturel compris dans le traité belgo-allemand de septembre 1956 permet une nouvelle orientation ne fût-ce que prudente envers l'Allemagne, c'est méconnaître totalement les mentalités de l'époque : de nombreux habitants des cantons suspectent en effet alors ces activités d'être des opérations *Heim ins Reich !*

Les moments forts de l'ouvrage se situent dans la description d'aspects

qui figurent plus rarement dans des travaux historiques sur la région. Un bon exemple en est le récit de la réorganisation des soins de santé et du secteur des assurances. Ici, les rapports de Hoen sont incontestablement une source très éclairante puisque le commissaire d'arrondissement compare systématiquement les données relevées pour ses cantons – par exemple en matière de mortalité infantile – aux chiffres récoltés pour toute la Belgique.

Le dernier chapitre est consacré au trafic frontalier à la frontière belgo-allemande. Une nouvelle fois, l'auteur donne de nombreux détails techniques, mais néglige de confronter les mesures de Hoen avec les réalités sur le terrain. Ainsi, la citation suivante, tirée du rapport annuel de 1952, constitue une petite merveille que l'auteur n'exploite pas : "Je ne suis donc pas hostile à un élargissement des possibilités de franchissement de la frontière belgo-allemande, mais ce qu'il importe toujours d'éviter c'est le rétablissement de communauté de vie entre populations frontalières ce qui, du point de vue psychologique, ne pourrait être qu'une nouvelle source de déboires".

D'autres points positifs concernent surtout la présentation. Ainsi, un résumé à la fin de chaque chapitre structure les idées principales. Dans les annexes, de nombreux documents essentiels sont reproduits et permettent un accès facile à la documentation originale. Enfin, il convient de saluer que la réticence tradi-

tionnelle des maisons d'édition allemandes par rapport à l'insertion de photos dans un travail scientifique a été dépassée.

En résumé, le lecteur reste néanmoins largement sur sa faim. Le climat politique de l'époque, déterminé dans une large mesure par le rapport au passé des acteurs et l'épuration civique, est singulièrement absent du livre. Or, l'intérêt de ce travail aurait précisément résidé dans l'analyse de l'interaction entre les activités du Commissariat d'arrondissement et la vie politique et sociale, ce qui aurait pu contribuer à éclairer le processus d'apprentissage très lent d'une vie démocratique dans les 'cantons'. Ce chantier reste ouvert.

Christoph Brüll

II. Biografie / Biographie

BRUNO KARTHEUSER

«Ein ungesühntes Verbrechen/
Crime sans châtement»

Neundorf, Ed. Krautgarten orte, 2008, 493 p.

Met *Ein ungesühntes Verbrechen/Crime sans châtement* besluit Bruno Kartheuser (Luik, 1947) zijn vierdelige studie die hij concentrisch heeft opgebouwd rond Walter Schmalde uit Sankt-Vith. De vier delen tellen meer dan 1300 pagina's en bieden een soms fascinerend beeld van de diverse contexten waarin deze in 1917 als Duitser geboren Walter Schmalde zich bewogen heeft². Als enigszins timide student aan de K.U. Leuven was hij er

² De vier delen zijn : *Les années trente à Eupen-Malmedy/Die dreissiger Jahre. Blick auf das Netzwerk der reichsdeutschen Subversion* (2001), *La France occupée/Das besetzte Frankreich* (2002), *Les pendaisons de Tulle, le 9 juin 1944/Die Verhängungen von Tulle, der 9. Juni 1944* (2004), en het hier gerecenseerde boek.